

Question d'actualité de Michel DESTOT

Député de l'Isère - Maire de Grenoble - Président de l'AMGVF

Monsieur le Premier Ministre,

Suite à la dernière réunion du Comité interministériel des villes tenu sous la présidence du Premier ministre, le 18 février dernier, les attentes concernant le programme ANRU 2 et la réforme des zonages de la politique de la ville demeurent malheureusement insatisfaites. Et pourtant, le dernier rapport de nos collègues François Goulard et François Pupponi sur la politique de la ville, comme le travail collectif mené autour de notre autre collègue Gérard Hamel, Président de l'ANRU, comme les constats alarmants de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles avait souligné l'urgence de décisions à prendre.

La demande d'un programme de rénovation urbaine après 2013 et des périmètres de la géographie prioritaire constituent, vous le savez, depuis de longs mois, les principales demandes adressées au gouvernement par les élus locaux. Mais, de report en report, ces dossiers n'ont pas avancé et les annonces du dernier CIV n'ont pas fait bouger les lignes.

Cela devient incompréhensible pour de nombreux élus mais aussi insupportable pour nos concitoyens qui vivent dans des situations de précarité croissante et qui restent inquiets de l'absence de moyens accordés demain à la politique de la ville, politique qui demande de s'inscrire dans la durée.

Pourtant, et je vous le dis en tant que Président de l'AMGVF, les propositions, fruits de réflexions riches et variées, d'experts comme d'élus et praticiens, ne manquent pas pour redynamiser les politiques d'éducation, les politiques d'emploi et pour inventer une gouvernance efficace et appropriée aux enjeux.

Mais alors, sans perspectives politiques et financières, comment maintenir une certaine idée de la solidarité, du vivre-ensemble et du pacte social alors que la crise redouble dans les quartiers, que le chômage et l'insécurité frappent de plus en plus de familles, et que de nombreux jeunes décrochent et désespèrent de la promesse républicaine ?

Monsieur le Premier ministre, qu'attendez-vous donc pour tenir vos promesses ?